

Par **Cyril Champ**

Militants FO et CGT battent le pavé ensemble

Le défilé d'hier en opposition à l'accord sur le marché du travail a mobilisé salariés du public et du privé.



Les manifestants étaient plusieurs milliers hier dans les rues de Bordeaux. (photo guillaume bonnaud)

L'appel de l'intersyndicale composée de la CGT-FO-FSU-Solidaires-et l'Unef, a bien été reçu à Bordeaux. Le défilé d'hier à Bordeaux, parti de la place de la République en direction de la préfecture, a réuni plusieurs milliers de personnes (2 000 selon la police, 6 000 selon les organisateurs), opposées à l'accord national interprofessionnel (ANI) signé le 11 janvier dernier par la CFDT, la CFTC et la CFC-CGC, et destiné à sécuriser le marché du travail.

Marianne Lanau, secrétaire départementale FO à La Poste, craint les suites d'un tel engagement : « On espère empêcher la transcription en loi de cet accord qui conduirait à une flexibilité à outrance, c'est le Code du travail qui va être fusillé ! » Celle-ci n'hésite pas à égratigner les syndicats impliqués dans la signature de cet accord : « La CFDT a trahi les travailleurs » tout en espérant une montée en puissance de la mobilisation. « Tant que la loi n'est pas votée, les gens ne veulent pas partir pour plusieurs jours de grève, ils attendent un grand mouvement. »

PUBLICITÉ

Une mobilisation élargie

Ce second rendez-vous, après la manifestation du 31 janvier, a vu apparaître des salariés du secteur privé tels ceux de EDF, Cofinoga

ou encore Axa. Un franc succès selon Jérémy Ringot, responsable politique financier à la CGT Gironde : « On a mobilisé davantage que lors des manifestations précédentes. Les gens commencent à prendre conscience des dangers que le texte représente. » L'union de deux des principales confédérations ne s'était plus vue depuis la mobilisation de l'automne 1995 contre le Plan Juppé-Notat.

Les partis de la gauche radicale ne veulent pas rester en marge du mouvement mais plutôt s'inscrire dans sa dynamique. Pour Francisco Martin-Gomez, responsable départemental du Front de Gauche, l'entente syndicale doit entraîner un retrait total du projet de loi : « Nous voulons gagner du temps pour que le mouvement social pèse sur les décisions politiques. » Il estime que l'accord exhibé par le Medef n'est pas légitime : « Il ne représente même pas 50 % des syndiqués. »

Inquiétude chez les salariés

Au centre des discussions, la crainte de voir se renverser la hiérarchie des normes, et de privilégier les accords d'entreprise à la loi. Thierry, salarié chez Ford à Blanquefort depuis 1985 et délégué CGT, s'inquiète de l'acceptation d'autres fédérations : « Le drame, c'est que des syndicats ont signé cet accord alors que ses 27 articles comprennent 54 reculs pour les salariés. » À la clé selon lui, une « précarisation du boulot. » Il tend à nuancer la position des militants CFTC : « Ils ne sont pas forcément d'accord avec la signature de la confédération. »

« La flexibilité, c'est maintenant, la sécurité c'est dans mille ans », « Assez de régression, non à la transposition ». Les slogans du jour avaient deux cibles principales : le gouvernement socialiste et les organisations patronales à l'origine de cet accord (Medef, CGPME et UPA).

Lire également page 3.